

La lettre de la Commission nationale écologie de la LCR

## « **L'écologie 100% à gauche** » n° 10

mardi 25 avril 2006, par [DAL CORTIVO Liliane](#), [LCR \(Commission nationale écologie\)](#), [MENGHINI Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2004).

### Sommaire

- [Kyoto, et après ?](#)
- [Environnement et santé](#)
- [PCF et écologie : « Je ne](#)
- [OGM : Amplifier la résistance](#)
- [Areva : Mensonges et plutonium](#)

### Kyoto, et après ?

Poutine a tranché : la Russie va enfin ratifier le protocole de Kyoto après des années de tergiversations et pas mal de concessions inavouables de la part de l'Union Européenne. Victoire et réjouissances ? Ce serait un peu vite oublier l'essentiel : car si cette ratification est une cuisante défaite pour Bush, elle ne résout fondamentalement rien.

En effet, l'application du Protocole de Kyoto n'entraînera pas à lui seul la baisse des émissions de gaz à effet de serre, ni même leur stabilisation. Kyoto ne permet qu'une augmentation moins rapide des émissions. La situation va continuer à s'aggraver, mais moins vite, un tout petit peu moins vite. Et encore à supposer que le Protocole signé soit respecté, à commencer par la Russie. Sans compter également que le mode de réduction choisi par l'UE privilégie le marché des droits à polluer qui va s'ouvrir début 2005. Toutes les études sérieuses montrent que les expériences de marché de droits à polluer sont inefficaces et constituent un nouveau pas dans l'extension de la sphère du capitalisme.

Extension qui risque de renforcer

les inégalités existantes : les riches pollueurs pouvant acheter aux autres leurs quotas. Dans ce contexte, la France, à mille lieux des tirades hypocrites de Chirac lors des sommets internationaux, est loin de briller et fait tout pour limiter son implication : elle a ainsi tenté de faire échapper de nombreuses usines aux obligations de réduction. Même le système de bonus-malus à l'achat de véhicules, mesure timide du Ministre de l'écologie, a été rejetée par Raffarin, sous pression des industriels de l'automobile.

La crise climatique globale appelle des solutions simples, rapides et radicales pour baisser de moitié en 10 ans émissions de l'UE. Pour cela, il faut bien plus qu'un marché aux objectifs dérisoires, il faut une volonté politique qui mette en cause les principales origines de la pollution.

A commencer par le transport routier, qui est au contraire aujourd'hui formidablement soutenu par l'UE. Il y a tout lieu de craindre que Kyoto ne constitue pas un premier pas mais un point d'arrivée pour de longues années. Les effets brutaux risquent eux de ne pas attendre comme nous l'indiquent de plus en plus de signes inquiétants.

Laurent Menghini

## **Environnement et santé**

Cette année la presse française a relayé les conclusions du rapport du « Plan national santé environnement (PNSE) » en même temps qu'était lancé « l'appel de Paris ». Aujourd'hui, 30 000 décès prématurés sont attribués à une exposition à la pollution atmosphérique.

Ainsi 6 à 11 % des cancers du poumon diagnostiqués chez les + de 30 ans en 2002 seraient dus à l'exposition à la pollution par les particules fines qui viennent se loger dans nos bronches et nos poumons, particules émises par les

automobiles. Par ailleurs le nombre de décès d'origine cardio-vasculaire attribuables à la pollution serait compris entre 3334 et 4876. Probablement aussi en raison de la pollution des villes et des habitations un enfant sur 7 en Europe est asthmatique et 10 à 20 % de la population présente des allergies. La stérilité en particulier masculine est en augmentation notamment dans les régions industrialisées, et en Europe 15 % des couples sont stériles : la pollution chimique pourrait en être la cause. Parallèlement, en Ile de France fait état d'un quasi doublement des malformations congénitales en 20 ans.

Le nombre total de cancers a également augmenté de façon alarmante : 35 % de plus entre 1978 et 2000.

La mortalité par cancer en France est 20 % plus élevée que dans le reste de l'Europe. Sur 248 000 cas de cancers survenus en 1997, 20 000 seraient imputables à des expositions professionnelles.

Les experts ont retenu l'influence de facteurs environnementaux tels que l'amiante (il aura fallu 20 ans entre le moment où son caractère cancérigène est déclaré et son interdiction totale), les radiations ionisantes, les UV, les métaux lourds, le benzène, et autres dioxines.

Face à ce constat alarmant quatre plans d'action au niveau européen et français ont été élaborés. Le PNSE n'apportera pas de réponse aux enjeux sanitaires et humanitaires : il conclut sur la nécessité d'évaluations scientifiques supplémentaires. En revanche la contre offensive du patronat, du lobby des assureurs et même de l'ancien président de l'académie de médecine n'a pas tardé, épaulés par Chirac, pour s'opposer à l'adoption du principe de précaution dans la constitution Européenne.

Liliane Dal Cortivo

## **PCF et écologie : « Je ne t'aime pas, moi non plus »**

Toujours en pointe en matière de recyclage, le PCF recycle certains de ses bureaucrates, et néanmoins promoteurs éclairés de l'énergie nucléaire, en écologistes virulents. C'est en effet le sort advenu à Denis Cohen, ancien responsable de la fédération CGT mines et énergies, qui a toujours défendu la politique d'EDF en matière de nucléaire, mais était moins convaincant quand il s'agissait de sauver les retraites des salariés de l'entreprise. On le retrouve désormais responsable de la commission « Pour une écologie alternative » du PCF. Alternative à quoi ? A la défense de l'environnement peut-être ; à l'exigence de sortie du nucléaire sûrement. Peut-on émettre l'hypothèse que le refus d'attribuer, par manque de place bien entendu, un stand au réseau Sortir du nucléaire lors de la fête de l'Huma 2004 (contrairement aux années précédentes) est lié à la nouvelle fonction de D. Cohen ?

## **OGM : Amplifier la résistance**

Les actions de fauchages des expérimentations d'OGM en plein champ, a permis de faire des OGM une question hautement politique. Ces actions ont aussi montré à quel point la répression, policière et judiciaire, était la seule réaction de ce gouvernement illégitime face à des actes qui dépassent le traintrain habituel de la lutte sociale. Il est maintenant temps de consolider les collectifs créés cet été pour faire de la lutte anti-OGM un axe permanent des combats environnementaux.

## **Areva : Mensonges et plutonium**

Areva agirait pour la paix, « en recyclant » le plutonium militaire américain en MOX ? Quelle blague ! Rappelons que

les centrales nucléaires, qui fournissent notre électricité, transforment l'uranium en plutonium. La fonction essentielle de l'industrie nucléaire a toujours été de fournir du plutonium aux militaires en se servant de l'alibi du nucléaire civil. En s'obstinant à fourguer ses centrales sur toute la planète, AREVA est au contraire responsable de la prolifération nucléaire. Mensonge encore lorsqu'est évoqué le « recyclage » : le MOX, obtenu en mélangeant plutonium et l'uranium, produira, après combustion, des déchets hautement radioactifs pendant des milliers d'années !